

Récidive. Alors que la question fait l'actualité, l'Institut pour la justice organise à l'Assemblée un colloque sur la peine et son application.

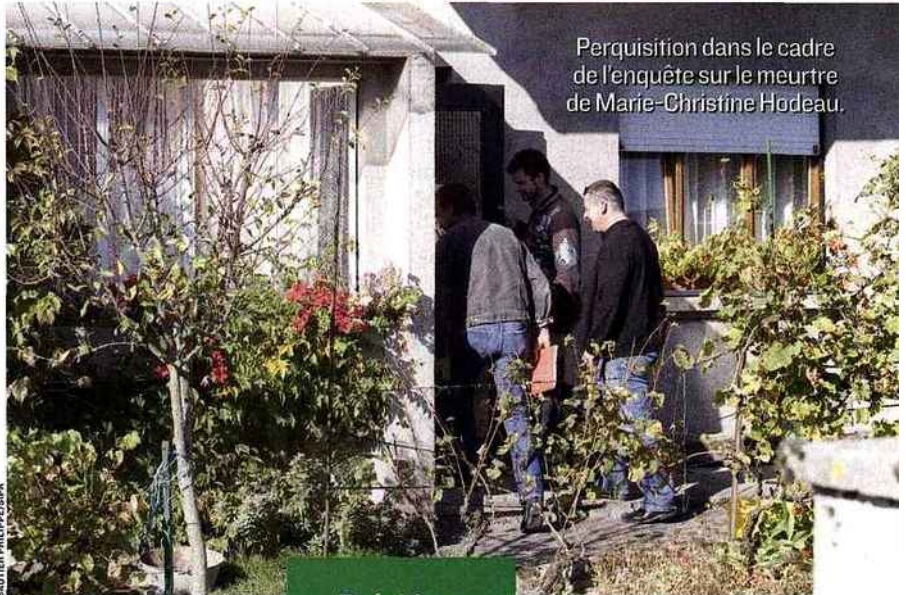
Des sanctions plus lisibles

Pierre Bodein. À lui seul, ce nom constitue un cas d'école. Celui du multirécidiviste qui a alterné, depuis 1969, séjours en hôpital psychiatrique et prison. Condamné en 2008 à la réclusion perpétuelle, il symbolise les crimes les plus odieux : le viol et le meurtre d'enfants. Bouleversée par ce drame, une jeune mère de famille, Marie-Laure Jacquemond, a décidé de fonder une association, l'Institut pour la justice.

L'objectif : faire en sorte que les Français se réconcilient avec des décisions de justice pas toujours lisibles. Comme dans l'affaire Bodein. Et comme dans l'affaire Manuel R., du nom de l'assassin présumé de Marie-Christine Hodeau, qui effectuait son jogging dans un bois de Milly-la-Forêt. Or, Manuel R. avait été condamné en 2002 à onze ans de réclusion pour le viol et la séquestration d'une adolescente de 13 ans. Il avait obtenu une libération conditionnelle en 2007, pour bonne conduite. Ce tragique fait divers démontre une nouvelle fois, comme l'a dit Michèle Alliot-Marie, la « nécessité d'améliorer la prise en charge médicale et psychologique des détenus, mais aussi des condamnés libérés ».

Pédagogie, tel est l'objectif de l'Institut, qui organise un colloque ce jeudi 8 octobre à l'Assemblée nationale sous le patronage du député UMP de la Gironde, Jean-Paul Garraud. Le thème : « La peine et son application : une justice aux deux visages ? » Deux ans après sa création, l'Institut atteint sa vitesse de croisière. Témoin les 45 000 donateurs qui ont contribué à son fonctionnement. Témoin encore le nombre de ses sympathisants, qui s'élèveraient à plus de 150 000. Depuis le printemps 2007, l'Institut a récolté près de 750 000 euros.

La présence, comme président du comité de parrainage, de Philippe Schmitt a grandement contribué à ce succès. Tout le monde se souvient du drame qui a frappé ce père de famille : sa fille Anne-Lorraine, étudiante en journalisme, qui effectua un stage à *Valeurs actuelles*, eut le malheur de



Perquisition dans le cadre de l'enquête sur le meurtre de Marie-Christine Hodeau.

croiser, ce funeste 25 novembre 2007, dans le RER D en direction de Goussainville, un homme qui allait l'assassiner. De trente-deux coups de couteau. Comme Bodein, il était récidiviste.

Pour éviter que ne se reproduisent de tels actes, l'Institut pour la justice se veut avant tout une force de réflexion et de proposition. Une sorte de laboratoire. Sa cheville ouvrière est un jeune diplômé de Sciences-Po, âgé de 27 ans, passionné de criminologie, qui occupe les fonctions de délégué général. Il s'appelle Xavier Bébin et s'est fait connaître par un livre publié en 2006 au titre évocateur : *Pourquoi punir ?* (L'Harmattan).

Plus d'un tiers des peines de prison ferme ne sont pas exécutées

Depuis sa prise de fonctions, il y a quelques mois, il a publié des études intitulées « *Le crime d'inceste, une spécificité à identifier ou à reconnaître* », ou « *Récidive et dangerosité, la rétention de sûreté, et après ?* ».

Président
du comité
de parrainage
de l'Institut :
Philippe
Schmitt, le père
d'Anne-Lorraine,
assassinée
en 2007.

C'est surtout l'inexécution des peines de prison qui constitue la principale préoccupation de l'Institut. En 2002, déjà, dans son livre blanc, l'Union syndicale des magistrats (USM) tirait la sonnette d'alarme en dénonçant la justice « virtuelle » : 37 % des peines de prison ferme prononcées restaient lettre morte.

Pourtant, sous l'impulsion de Jean-Luc Warsmann, président de la commission des lois à l'Assemblée nationale, un petit groupe de députés a tenté de trouver une solution à cette défaillance. Hélas, sans résultat probant : en février 2009, 127 000 peines de prison ferme n'étaient toujours pas exécutées, dont 82 000 sans motif.

À ce chantier s'en ajoutent d'autres. D'abord, tout faire pour améliorer l'évaluation de la dangerosité des malades mentaux. Ensuite, mettre un frein à la judiciarisation de notre vie économique et sociale. Sans oublier cette empoisonnante question de la récidive, qui vient une nouvelle fois de bouleverser l'opinion avec l'assassinat de Marie-Christine Hodeau. G. G.